

GUIGNOL ILLUSTRÉ

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
A L'IMPRIMERIE
40, place de Lyon, 40

JOURNAL PATRIOTIQUE, PARAISSANT LE SAMEDI

BUREAUX DE VENTE
LIBRAIRIE MÉRA
13, rue de Lyon, 13

Les manuscrits ne sont pas rendus.

RÉDACTEUR EN CHEF : LÉGION.

On ne reçoit pas d'abonnements.

DISCRÉTION.



— Le *Petit Journal*, édition du matin ! Vous y verrez le plan de Bourbaki pour aller délivrer Belfort ! Cinq centimes, un sou l'exemplaire !

— Veux-tu te taire, imbécile ! Comment, c'est le secret de l'armée de la guerre que faut pas dire, et velà deux heures que te le gueules en pleine rue !

— Oui, mais ça me fait joliment des sous au bout de la journée, et pis je dis ben que c'est un secret.

C'est pas pour dire, les gones, mais nous ons tous d'aime dans notre famille. Gn'y a mon miaillon, mon cadet, que va en classe au Gorguillon, qu'en sait long, allez !

L'autre jour, c'était la fête à sa meman, la Madelon, que s'appelle Toinon de son second baptistère. Y l'y a récitée une fable qu'esse un peu chenuse, faut voir ça. Je me sis pensé de la coucher en écriture pour vous en faire renifler la moralisance. Vous qu'êtes pas borniclasses, vous aurez d'abord décapillé le mâchon. C'est d'un fameux savant d'autrefois que s'appelait Lafontaine. Appinchez-moi voir ça, un peu :

LE COCHE & LA BARDOIRE.

Gn'avait z'un rapillat grimpoiteux, malaisé,
A les croupes prussiennes mêmement z'exposé,
Ousque six forts chevaux, chînaient z'une carriole.
Y s'appellont Torchu, Fait-l'Herbe, Change-z'y,
D'Oreilles, Finois, Beaumarqui.
S'agissait pas de gaudriole :

L'artillage avait sué, n'avait été rendu ;
Le postyon, espèce de vieille grolle,
De d'ssus l'impériable en traitre descendu,
Ave ses dents n'avait chippé tous les avoines ;
Fenottes, sellateurs et moines

Pour pas ablager les chevaux
Piautraient z'à pieds dans les gaillots...
... Alorse, t't-à-coup, velà qu'une bardoire
Débaroule d'en l'air, monte sans barguigner
Sus la banquette au postyon s'assoire,
De là se met z'à bordonner

Contre les six mamis que pitrognont la piautre,
Picote l'un, picote l'autre,
En leur z'y criant par d'arnier :

« Nom de nom ! faut pas caponner ! »

Y commençait, le gône, à se mettre en colère
Quand z'un vieux capucin
Malin

Que marmottait dans son breviaire :

« Eh ! eh ! dit-il, petiot, ça t'arregarde pas ;
« Toi que n'y entends rien, te fais de z'embarras ?
« Au lieu de tant blaguer, de tant piquer ces bêtes,
« Que se passeront ben de tes airs de trompettes,
« Va donc z'y grabotter le groin

« A ce roussin feignant venu de l'Italie,
« Qu'a coûté bien de yards... et reste à l'écurie,
« Toujours pour y chiquer le picotin.

« Et ceux-là qu'ont de peine y z'y crevont de faim.
« Allons, file !... » Mais, l'autre avait de la rebrique.

Y vous l'y fisque un z'œil, comme un asse de pique.

« Nom d'un chien, vieux marouffe ! Etes-vous pas content

« Que j'oye monté sur le banc,

« Pour gouverner votre machine ?

« J'ai bigrement travaillé ; j'imagine

« Que vous en feriez pas autant.

« Pis, respétez-moi : Je sis Povoïr-sans-traille.

« C'est moi que giele la mitraille !

« Gare à vous ! Si vous ronchonnez,

« Je vous y fiche sus le nez. »

Le vieux z'y repond rien. Mais, les pieds dans la boue,

Pour aider la guimbarde, y poussait z'à la roue.

L'insète toujours bourdonnait,

Repicotait, se demenait

Comme z'une furie,

Et bavardait comme une pie.

A force de chiner, on arriva z'en haut.

« Enfin, c'est pas trop tôt,

S'écrie en soufflant la bardoire,

« J'ons eu de tablature à gagner la victoire ;

« Comme y fait soif, comme y fait chaud !

« Les chevaux sont couverts de poudre... et moi de gloire.

« Y z'alliont reculer... J'étais là, par bonheur !

« Fesez-moi chevayer de la Région d'honneur.

Ainsi, certains Jeannots empoignent la ficelle

De ça qui z'y comprennent rien.

A ces mamis, un bon moyen

De leur z'y raffroidir le zèle,

Serait de leur flanquer un claqueret

En bas de la grand'côte qui monte au cotivet.

GUIGNOL fils Cadet mâle,

Etudiant en politicance,

Resiné pour de bon et de vrai.

JEAN-BAPTISTE GUIGNOL,

Cetoyen du Puits-Pelu, à Lyon, en France.



BULLETIN DE LA GUERRE.

A la suite des combats du 10 et du 11, le Mans a été occupé par l'ennemi à l'heure même que nous annoncions dans notre dernier bulletin. L'armée du général Chanzy a effectué sa retraite par deux routes différentes, sur Laval à l'ouest et sur Alençon au nord. Cette retraite a été entravée par le mauvais état des routes, l'affaiblissement des corps et la poursuite de l'ennemi. Des pertes nombreuses, surtout en prisonniers et en matériel de guerre, ont rendu plus fâcheuse la situation de nos troupes, au point qu'elles n'ont pu se maintenir à Alençon, qui est tombé presque sans coup ferir aux mains de l'ennemi. Que deviendront ces débris ? Ceux qui suivent la route de l'Ouest pourront-ils se rabattre sur la Loire, la franchir et gagner le Sud, ou bien seront-ils forcés de se rejeter dans la Bretagne ? Quant aux corps qui avaient gagné Alençon, leur situation paraît plus critique, menacés qu'ils sont de se heurter au général Beulheim, qui occupe Rouen et la rive gauche de la Seine. Telle est la situation de cette partie de l'armée de la Loire qui était parvenue à se reformer après la défaite d'Orléans. Nous avions blâmé, dès le début, la position qu'on lui avait donnée. Ce n'est point l'échec du Mans qui confirme notre opinion, mais bien plutôt ses conséquences. Nous pensions que cette armée, adossée à la Bretagne et séparée du Midi par la Loire, dont l'ennemi occupait les deux rives, elle ne pouvait ni se porter sur Paris, ni regagner le Sud, sans opérer une marche de flanc, dont l'ennemi n'aurait pas manqué de profiter. Nous pensions aussi, qu'en cas de défaite, il lui devenait excessivement difficile de se replier sur sa base d'opérations, qui était évidemment les provinces méridionales. L'événement vient de confirmer d'une manière douloureuse nos prévisions et nos craintes.

Les événements militaires qui s'accomplissent à l'Est, et sur lesquels on fondait des espérances assurément exagérées, n'ont pas encore amené de résultats décisifs. Quoique la réunion de quatre corps d'armée : le 15^e sous les ordres de Martineau, le 18^e sous ceux de Clinchamp, le 20^e commandé par Billaut, le 24^e par Bressoles, non compris l'armée de Garibaldi, nous assurent une supériorité numérique qui demandait à être soutenue par la rapidité des mouvements. En même temps que nos troupes, partant de Besançon, s'avançaient rapidement dans la direction de Belfort, en suivant les vallées du Doubs et de l'Oignon, le général Werder se repliait le long de la Saône ; mais, comme il parcourait la circonférence et que nous opérons sur le rayon, nous devions, ce semble, le devancer, et en effet, il s'en fallut de peu qu'il ne fut arrêté dans sa marche. Parti de Vesoul pour gagner Héricourt et Montbéliard, positions défensives qu'il avait adoptées, il se heurta dans sa route à nos troupes de colonne qui occupaient déjà Villersexel. Il paraît que nous y fîmes surpris, s'il est vrai que nous ayons perdu dans le premier moment 500 prisonniers et 2 drapeaux, mais le gros de nos troupes étant survenu, Villersexel fut de nouveau occupé et complètement à nous dans la nuit du 9. L'ennemi d'ailleurs n'avait garde de vouloir s'y maintenir, il lui suffisait d'avoir échappé et d'avoir pu atteindre les positions qui lui étaient assignées. Ces positions, fortifiées d'avance, s'étendaient de Belle à Montbéliard, à Héricourt et le long de la Lisaine, petit affluent du Doubs.

Les forces dont Werder disposait à ce moment se montaient 70 ou 80,000 hommes. C'était d'abord son corps d'armée réduit à 25,000 hommes, puis des réserves amenées récemment d'Allemagne par 95 trains et que l'on évaluait à 50,000 hommes. Des trois divisions, qui se trouvaient en Alsace, deux étaient occupées au siège de Belfort, la 3^e seule peut avoir fait partie de l'armée de défense. C'était donc contre ses forces inférieures que les 150,000 hommes de Bourbaki avaient affaire ; mais la force de leurs positions compensait largement ce désavantage numérique.

Après avoir repoussé les avant-postes allemands des villages d'Arcey, de Sainte-Marie, de Rians, de Tavey, de Sainte-Suzanne, etc., Bourbaki entreprit de forcer les lignes ennemies et de pénétrer jusqu'à Belfort. Trois jours de sanglants combats, livrés le 15, le 16 et le 17, n'ont pu encore amener de résultats. C'est en vain que nos troupes ont essayé de tourner l'ennemi par sa gauche vers Audincourt et Belle, et par sa droite à Chénévier. C'est en vain que nous avons pénétré dans les rues d'Héricourt et Montbéliard, nous n'avons pu nous y maintenir, et Bourbaki s'est décidé à rentrer dans ses propres lignes.

Une cause qui a contribué puissamment à affermir la résistance tenace des Allemands, c'est la certitude où il étaient de l'arrivée prochaine de secours considérables. Le général Manteuffel, promu au commandement en chef de l'armée allemande de l'Est, s'avance avec le 2^e et le 7^e corps. Ce dernier venant de Paris, où il a été remplacé par le 1^{er} corps bavarois détaché de l'armée du Sud, était déjà à Avallon le 16.

Une dépêche passée inaperçue, mais dont nos lecteurs ont dû apprécier la gravité s'ils ont soin de consulter les tableaux des corps ennemis que nous avons publiés, nous fait connaître l'approche du 7^e corps. Il y est dit que le 77^e d'infanterie prussien a repoussé des mobiles au nord-ouest de Langres. Or, on peut voir par l'état que nous avons publié dans notre dernier numéro que ce régiment fait partie de la 28^e brigade comprise, comme on sait, dans le 7^e corps. Ces graves nouvelles signalent le danger dont nous parlions précédemment dans notre étude sur le théâtre de la guerre dans l'Est. Si cependant ces deux corps d'armées se contentent de marcher directement au secours de Werder, la situation n'aura rien de critique ; mais s'ils se portent, au contraire, dans la direction de Dijon, de Gray, de Vesoul, notre armée de l'Est court le danger, comme nous le disions, d'être coupée de sa base d'opération et sérieusement compromise.

En présence d'une situation aussi tendue, les événements qui se passent même à Paris n'ont plus qu'une importance secondaire. La marche en avant de Faidherbe, qui a réoccupé Bapaume et Albert, ne paraît pas avoir une influence bien sérieuse. L'armée allemande du Nord, affaiblie du 7^e corps, se tiendra sur la défensive, et il ne paraît pas que l'état-major allemand ait été mécontent du résultat des combats de Bapaume, puisque, en remplacement de Manteuffel, il a promu au commandement en chef le général Gœben, qui avait soutenu ces combats contre Faidherbe.

FOLLARD.

GUIGNOL FOURNISSEUR

(NON BREVETÉ)

DE LA DÉLÉGATION DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Nous nous décidons à prendre une détermination à laquelle nous n'aurions jamais songé, mais que nous impose la connaissance de faits inouïs et étranges.

Il est maintenant certain et incontestable que le ministère de la guerre, pas plus que les généraux sous ses ordres, ne connaissent la force ni la composition des corps ennemis, contre lesquels nos troupes ont à combattre.

Cette ignorance, que pouvait faire soupçonner la direction des opérations militaires, s'est révélée d'une manière explicite par le texte même des dépêches officielles. Les chefs de corps, aussi bien que le ministre, transmettent à chaque instant des renseignements inexacts sur les armées allemandes, ou reconnaissent naïvement eux-mêmes leur incertitude sur une question aussi essentielle.

Par exemple, une dépêche de Bordeaux avouait sans détour que, contrairement à ce que l'on avait supposé, le prince Frédéric-Charles commandait encore l'armée du Sud ; ailleurs, on évaluait à 180,000 hommes le chiffre de cette armée. Dans un de ces rapports, le général Chanzy s'en réclame au témoignage des prisonniers et « des gens venant du Mans, » pour affirmer que les forces auxquelles il avait affaire sont « considérables. »

Ainsi donc, notre état-major en est réduit à s'en rapporter aux *on-dit*, et le général Chanzy s'est battu pendant six jours sans avoir pu apprécier, par ses propres yeux, les forces qui lui étaient opposées. Il en est peut-être à croire, comme le *Petit Journal*, que les corps qu'il attaque proviennent de l'armée de Paris, et que le bombardement de cette ville, comme le dit la même feuille à un sou, ne sert qu'à cacher l'absence de l'armée allemande.

D'autres détails n'attestent pas moins cette incroyable ignorance : le 6^e dragons prussiens est désigné comme faisant partie du 15^e corps et dans un autre document, non moins officiel que les précédents, on emploie une longue circonlocution pour désigner une brigade dont fait partie le 35^e fusiliers et que commande le général Rothmaler. Ce qui revient à dire qu'à l'état-major de l'armée de la Loire, non plus qu'au ministère de la guerre, on ne sait quelle brigade commande ce général ; et cependant, moyennant deux sous, le dernier gône de Lyon qui sait lire, pourrait, en achetant le 20^e numéro du *Guignol illustré*, apprendre à M. Gambetta, ministre de l'intérieur et de la guerre, et au général Chanzy, commandant en chef de l'armée de la Loire, que le général Rothmaler commande la 11^e brigade, où se trouve en effet le 35^e fusiliers et fait partie de la 6^e division et du 3^e corps, province de Brandebourg ; en second lieu que le 6^e dragons est attaché à la 18^e division du 9^e corps, Schleswig-Holstein.

En raison de ces faits, la rédaction du *Guignol illustré* croit qu'il est de son devoir d'apporter le faible concours de ses lumières à la délégation de Bordeaux. En conséquence, dès aujourd'hui nous lui fournirons deux abonnements gratuits, l'un collectif pour MM. Crémieux et Glais-Bizoin, l'autre personnel au nom de M. Gambetta, ministre de l'intérieur et de la guerre. Nous espérons bien qu'en raison de quelques services que nous pourrions leur rendre, ces Messieurs voudront bien fermer les yeux sur la verve satirique avec laquelle nous cherchons à stimuler leur patriotisme et leur zèle.

Pour la Rédaction, le gérant : VIBERT.

La Haute Cour de Justice.

Les journaux ont annoncé que les prévenus dans l'affaire Arnaud allaient être traduits incessamment devant le conseil de guerre. Pourquoi le conseil de guerre ? Est-ce par hasard parce que M. Challemel-Lacour a été la cause, le motif de ce crime, est-ce pour cela que les accusés seraient justiciables d'un tribunal d'exception et échapperaient à la juridiction suprême du jury ? Mais alors, puisque le gouvernement du 4 septembre en est à imiter en tout l'empire, qu'il ne le fasse pas à demi et que l'on convoque une haute cour de justice, il n'y aura qu'à choisir les juges et les jurés, et l'on sera sûr au moins d'obtenir un jugement irréprochable.

ALÉTHÈS.



ENCORE LES TRAITRES.

Ce parti pris déplorable de voir dans tous nos insuccès la main de la trahison vient encore de se manifester. Un journal, sur le simple rapport d'une personne venant de Delle, n'a pas craint de se faire l'écho d'un bruit odieux d'après lequel le commandant du fort des Barres aurait été convaincu d'avoir voulu livrer ce poste à l'ennemi.

Il existe des lois qui punissent la publication de nouvelles tendant à troubler la sécurité publique et à exciter les citoyens les uns contre les autres. Il est aussi des lois qui punissent la diffamation. Jamais ces lois n'auraient besoin d'être appliquées avec plus de sévérité et de rigueur que dans le moment actuel, car pour des faits tels que celui que nous signalons, il y va du salut de l'armée et de la patrie. C'est par de telles rumeurs que l'on a enlevé à nos soldats la confiance dans leurs chefs et à ceux-ci la confiance dans leurs soldats. C'est ainsi que l'on a désorganisé ce qui nous restait de nos troupes et que l'on empêche de donner à nos corps de nouvelle formation cette force morale, cette cohésion, cette solidité, cette confiance absolue les uns pour les autres, sans lesquelles il ne peut pas y avoir d'armée.

Ainsi donc, nous n'hésitons pas à le demander à haute voix : repression prompte et éclatante de ces délits, application sévère et rigoureuse de la loi, car sans cela nous sommes perdus !

Une protestation du général Trochu, que les journaux publient en ce moment, exprime en un langage plein d'élévation et de dignité, un sentiment tout-à-fait conforme au nôtre, en se basant sur des considérations identiques.

NEC PLUS ULTRA.

Le chef-d'œuvre de la littérature de M^e Gambetta est, en ce moment, sa fameuse dépêche à Jules Favre. C'est là qu'il lui démontre, par l'exposé des causes et des effets, que tout est pour le mieux dans la meilleure des républiques possibles, que M. Gambetta est le meilleur des ministres et la délégation de la défense nationale la meilleure des délégations, absolument comme le château du baron Tudordondrerk était le plus beau château du monde parce qu'il avait des portes et des fenêtres.

Le docteur Pangloss du gouvernement de Bordeaux n'est pas embarrassé pour établir cette démonstration eu égard aux vérités sur lesquelles il l'appuie.

C'est là que nous apprenons que nous avons remporté une brillante victoire à Nuits, grâce à Menotti Garibaldi, que nous y avons tué 7,000 Prussiens et refoulé le reste à Dijon !

C'est là que l'on nous annonce que le corps de Werder se replie sur Vesoul et sur Epinal (!), que nous marchons sur Vesoul, ce qui suffira, sans doute, pour débloquer Belfort.

C'est là encore qu'il est dit que le général Chanzy est à la veille de reprendre l'offensive, et ainsi du reste.

Et au point de vue de la situation intérieure, le ministre y raconte que le commandant Arnaud a été fusillé pour n'avoir pas voulu marcher sur l'Hôtel-de-Ville, et qu'en tombant il a crié cinq fois, ni une de plus ni une de moins : Vive la République !

C'est là aussi que M. Gambetta n'a pas d'expression pour louer « la prudence, la souplesse et la fermeté révolutionnaire » de M. Challemel-Lacour, oui bien, la fermeté, la souplesse et la prudence de notre préfet ! Nous réservons pour l'occasion, la souplesse, mais pour la prudence, qui donc a pu l'apercevoir, même au microscope ?

Qu'il est donc facétieux, ce farceur de Gambetta, et comme il est amusant de l'entendre plus loin raconter que « la France, grâce à l'habileté et à la bonne administration de la délégation de Bordeaux, s'attache de plus en plus au régime républicain » et que ce sentiment a pénétré jusque dans les campagnes ! Va z'y voir.

Oh ! la bonne blague, et comme Jules Favre a dû rire !

Cette satisfaction dithyrambique nous rappelle assez une lettre de Garibaldi trop peu connue et qui mérite d'être placée ici à côté de la satisfaction officielle du ministre à double détente.

Il écrivait d'Autun, le 30 décembre, un jour avant Gambetta :

« Je n'ai jamais tant désiré qu'à présent d'être plus jeune
« de trente ans. Je regarde cette guerre comme une des plus
« importantes de ma vie, et je suis tout-à-fait heureux de voir
« que les affaires de la République paraissent prendre une
« tournure vraiment favorable. Je n'ai jamais douté d'une
« heureuse issue, et maintenant moins que jamais. L'esprit

« du peuple s'est modéré, et les hommes de tout âge courent
« aux armes avec un enthousiasme indescriptible.

« Comme vous voyez, ma main tremble, mais pour tout le
« reste, je suis encore très-solide et je puis monter à cheval.
« Votre
G. GARIBALDI. »

Cette confiance du vainqueur d'Autun et de Dijon, et du César des ballons montés, est de bon augure ; mais nous ne nous expliquons pas pourquoi ce dernier est convaincu du républicanisme des paysans, à moins que M. Gambetta n'ait formé son opinion par la lecture du *Courrier* et du *Petit Journal*. Nous sommes forcés de l'avouer, si le *Courrier* et le *Petit Journal* sont devenus vraiment républicains, tous les Français le sont incontestablement, y compris même les zouaves pontificaux.

MITRAILLEUSES.

Que le *Petit Journal* soit ignorant, niais, mensonger, c'est un fait acquis et qu'il n'y a pas lieu de contester, mais qu'il n'ait pas même de la mémoire au point d'oublier, à cinq jours de distance, ce qu'il a écrit lui-même, c'est ce qui nous surpasse.

Voici le fait cependant. Il ne cessait de dire depuis quelque temps que les Prussiens bombardaient Paris sans en rien dire, et, dans son numéro du 17, il dit en termes formels : « Les dépêches officielles prussiennes parlent pour la première fois aujourd'hui du bombardement de Paris. »

Rien de plus clair, rien de plus précis que cette assertion. Or, dans son numéro du 12 janvier précédent, le même journal avait écrit : « La dépêche prussienne que nous publions aujourd'hui parle du bombardement de Paris. » Le rédacteur de la feuille de M. Millaud ajoutait même à cette nouvelle un commentaire dans son style habituel : « Tout doux, Messieurs les Prussiens, bombardez les forts tant qu'il vous plaira..., mais Paris ! vous savez bien que vous ne le pouvez pas. »

Décidément la mémoire aussi bien que le bon sens font défaut à la rédaction du *Petit Journal*.

Il compense ce défaut en découvrant des batailles inédites et en nous apprenant que la lecture du *Petit Journal*, « reconforte les cœurs des habitants des Vosges, toutes les fois qu'ils peuvent se le procurer, malgré la surveillance des Prussiens ! » Nous ne nous étonnons plus, dès lors, des marques d'abrutissement intellectuel et moral que les journaux signalent parmi nos paysans.

Les gardes urbains, nouvellement institués par le conseil municipal, commencent à se faire remarquer.

Dernièrement, à l'incendie des Brotteaux, un garde national de piquet, avait remarqué un de ces gardiens de la sécurité publique qui avait aidé à éteindre l'incendie tantôt en allant se chauffer, tantôt en allant se rafraîchir à la buvette voisine. Au bout de quelque instants de ce manège, il l'aperçoit qu'il se dirige de son côté pour franchir la ligne : — Où allez-vous, demande le garde national. — Je rentre, lui répond mystérieusement le garde urbain. — On ne passe pas, réplique le garde national. — Comment, on ne passe pas ? — Non, j'ai la consigne de ne laisser s'éloigner personne. — Mais c'est moi qui vous l'ai donnée, cette consigne. — Raison de plus, pour que vous l'exécutiez. — Mais, réplique le garde, vous ne connaissez donc pas mon grade ? — Quel grade ? — Je suis garde urbain ! — Vous appelez ça un grade ? Vous allez me faire le plaisir de passer à la chaîne. Le garde se récrie, le soldat citoyen l'empoigne vigoureusement au collet, le menaçant, s'il n'obéit, d'appeler les hommes de piquet : — Ah ! vous n'auriez pas fait cela à un sergent de ville, murmure piteusement le garde. — Non certes, car il ne m'y aurait pas obligé.

Ces deux dernières phrases sont la morale de cette petite anecdote, dont nous garantissons l'authenticité.

Ce même incendie a vu plusieurs autres épisodes non moins curieux. Notons-en un qui a une sérieuse importance.

On avait amené la pompe à vapeur, mais par une fatalité qui semble tenir à l'époque où nous vivons, il a été impossible de la faire fonctionner.

Est-ce que, par hasard, l'influence maligne qui frappe de stérilité tous les actes du gouvernement de maître Gambetta et de l'administration de M. Challemel-Lacour, est-ce que cette influence se ferait sentir jusque sur les machines à vapeur et les pompes à incendie ?

En tous cas, elle réagit d'une façon déplorable sur nos malheureuses armées.

On affirme que le ministre de l'intérieur et de la guerre assistait aux combats du Mans. Nous ne nous étonnons plus de nos défaites : le prince Frédéric-Charles et Gambetta, le talent militaire du côté de l'ennemi et l'ineptie outrecuidante de notre côté, c'en était trop contre nos vaillantes troupes !

Le bruit court que le commandant de l'une de nos dernières légions mobilisées est un officier prisonnier sur parole. S'il ne se justifie pas de cette grave imputation, il faut qu'il donne sa démission ou qu'on lui l'impose. Nous avons assez de causes d'insuccès contre nous, sans y joindre la fatalité et la honte qui s'attachent au parjure.

Un nouvel exemple de l'intelligence avec laquelle les événements militaires sont rapportés dans le *Courrier de Lyon*.

Cette vénérable feuille a pris l'habitude de couper dans le *Journal de Genève* toutes ses dépêches étrangères ; elle ne connaît point d'autres sources d'informations, et elle les reproduit sous la rubrique de dépêches prussiennes, accompagnées de l'avis invariable : *Sous toutes réserves*.

Cette habitude lui fait commettre d'assez plaisantes erreurs. C'est ainsi que nous avons vu, mentionnée comme prussienne, une dépêche suisse de Damvant. Par dessus le marché, il s'était glissé une faute typographique qui avait altéré l'un des noms de lieu insérés dans ce télégramme. On y lisait : Hermencourt, au lieu d'Hérimencourt ; sans s'inquiéter de la localité dont il s'agissait, le *Courrier* copie consciencieusement la faute.

Autre bourde du même genre et du même crû :

Un télégramme prussien portait que les 3^e et 10^e corps s'étaient emparés du Mans et que le 9^e et le 10^e continuaient leur marche. Il n'était pas difficile de comprendre qu'il y avait là une erreur typographique, et qu'au lieu de 9^e et 10^e il fallait lire 9^e et 13^e. Mais les ciseaux de la rédaction du *Courrier* n'y regardent pas de si près. Seulement nous nous demandons sur quoi se basent les caculs militaires d'après lesquels M. Jouve (Alexandre) nous annonce comme certaine la levée du siège de Belfort, et sur quelles connaissances il émaille les appréciations stratégiques dont il émaille ses premiers-Lyon.

Le même journal prétend, dans un autre endroit, que Damjontin est à trois ou quatre kilomètres de Belfort ; nous croyons devoir lui apprendre que l'église de ce village est à 1,760 mètres seulement des glacis de la citadelle, soit une erreur d'un peu plus du double.

Evidemment on manque de cartes à la rédaction du *Courrier* et nous lui offrons charitablement communication des nôtres ; il n'en trouvera certainement pas de meilleures, ni de plus complètes.

Le colonel Bordone, de l'armée de Garibaldi, a été nommé général de brigade, en récompense de son éclatante victoire sur M. Pinard.

Correspondance.

Crayon rouge. — Nous ne comprenons rien à votre médecine, deux mots d'explication, s. v. p.

M. Louis F. — Vous croyez nous instruire en nous apprenant que *Tormentum* ne veut pas dire canon, mais engin de guerre. Avant que nous vous répondions, voudriez vous bien nous traduire d'abord cette périphrase : engin de guerre.

Bridoisson. — T'as raison, vieux ; mais quel travail si te veux brider tous les oiseaux que te cancanent autour dans ton magasin. Ton vrai nom pour de bon, si te plait ; t'as la jugeotte et la platine.

Un particulier. — Merci, petit ; continue : t'auras un prix à la fin de l'année.

AVIS

Notre numéro 17-18, en retard, paraîtra **Jeudi 26 courant**. Il contiendra la caricature que notre précédent imprimeur avait refusé d'imprimer, une carte des opérations de l'armée de la Loire et un plan des grandes sorties du commencement de novembre.

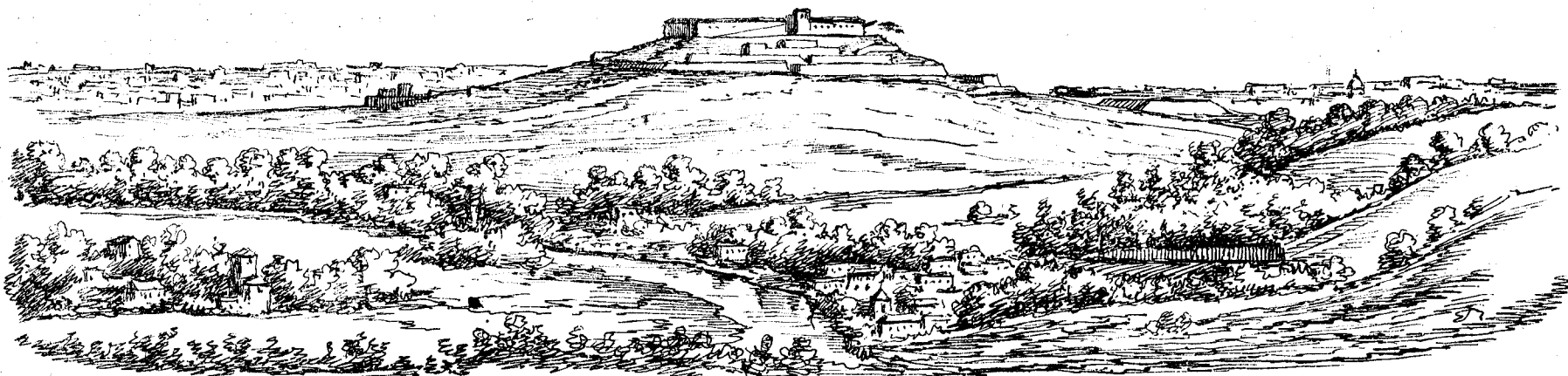
Cédant aux nombreuses demandes qui nous sont journellement adressées, nous prendrons des abonnements trimestriels à 2 f. 50, mais pour le dehors seulement.

La difficulté des transports nous oblige à fixer à 15 c. le prix du numéro vendu hors Lyon.

Le Gérant, **VIBERT.**

Lyon. — Imp. C. Guichard, place de Lyon, 40.

VUE DU MONT-VALÉRIEN.



PLAN DU CHAMP DE BATAILLE DU MANS.

Le Mont-Valérien.

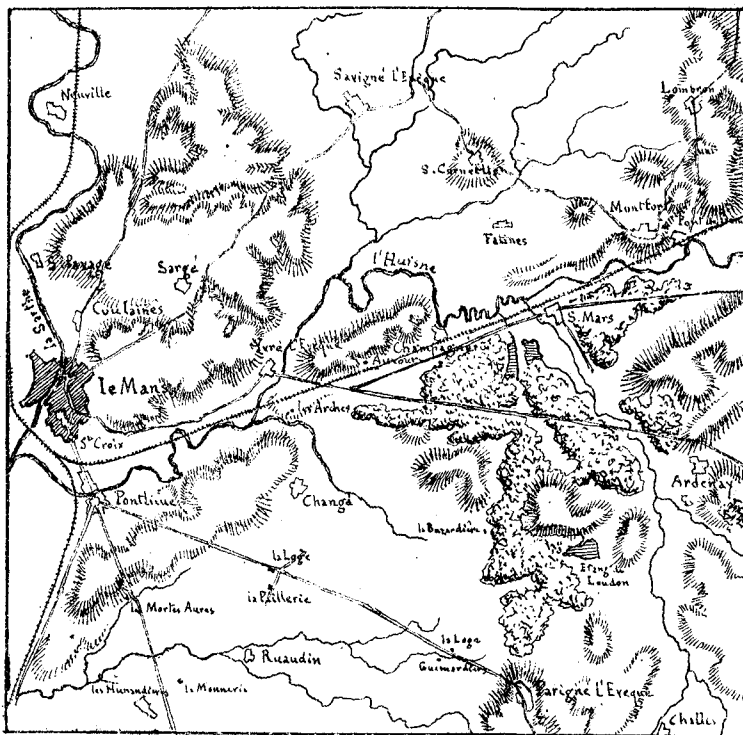
Le Mont-Valérien, colline qui s'élève brusquement dans la plaine, à l'entrée de la presqu'île de Gennevilliers, était primitivement consacrée au culte. Il y existait un Calvaire, objet de dévotion et but de pèlerinage. La situation dominante de ce point l'avait fait également choisir pour station de télégraphe aérien. Enfin, la fameuse loi sur les fortifications en a fait une citadelle, dont le nom se trouve journellement mentionné dans les dépêches militaires. C'est au Mont-Valérien que se trouve la plus forte pièce qui arme les défenses de Paris. Les soldats allemands l'ont facétieusement baptisée le Beethoven, peut-être par antiphrase, en raison de sa bruyante harmonie. Sa portée s'étend jusqu'à 8,300 mètres.

Depuis le siège, le Mont-Valérien a été renforcé par de nombreux ouvrages en terre, qui en font un nouveau Malakoff. Il est lui-même construit pour une garnison de 7,000 hommes. La vue que nous publions est reproduite d'après un dessin pris sur les lieux pendant le siège. Le dessinateur était placé sur les hauteurs de Louvenciennes. Il avait devant lui le cours de la Seine, Reuil, la Malmaison, Bougival, et en arrière, il pouvait voir, comme le montre notre croquis, la perspective lointaine de Paris, où, à sa droite, on distingue le dôme des Invalides.

Le champ de bataille du Mans.

Il est important, pour comprendre les deux grands combats livrés sous les murs du Mans, de connaître la topographie du terrain où ils ont eu lieu. La petite carte ci-jointe, en donne une idée exacte. C'est un sol d'aspect varié, plat en certains endroits, et dans d'autres, parsemé de bois et de collines. Une petite rivière, l'Huisne, qui rejoint la Sarthe au Mans, divisait le champ de bataille en deux parties. Le centre et la droite de l'armée française étaient postés sur la rive gauche; l'aile gauche, au contraire, s'était établie sur les hauteurs de l'Ombron et de Montfort, qui s'appuient à la rive droite.

Le 10, lorsque l'action commença, nos troupes couronnaient toute la ligne de hauteurs boisées qui s'étendent de Parigné-l'Évêque jusqu'en avant de Champagné; elles se prolongeaient même de l'autre côté, jusqu'à Jupilles, au sud de Parigné. En avant et au centre de cette forte position, se trouvait le défilé d'Ardenay que l'ennemi avait franchi la veille, et un petit ruisseau qui tombe dans l'Huisne à Mars-de-la-Brière, couvrait notre front de bataille. Nous parvîmes à nous maintenir dans nos positions, excepté au centre, à Changé, dont l'ennemi parvint à s'emparer. Ce contre-temps nous força à reporter en arrière notre ligne de bataille, qui, sans cela, aurait été coupée. Nous nous établimes fortement sur le plateau d'Auvours, qui est couvert sur ses flancs par l'Huisne, et en avant, par la ligne du chemin de fer. Le reste des troupes se maintenait sur des mouvements de terrain, en avant de Pontlieue, coupant les routes de Tours et de la Chartres au Mans. Ce jour-là, la résistance fut moins efficace; Champagné, le plateau d'Auvours et le château des Arches tombèrent aux mains de l'ennemi. L'aile gauche dut également abandonner ses positions de l'Ombron et de Montfort, où elle s'était maintenue jusque là. La défaite du centre força l'aile droite à se replier également. La dépêche officielle mentionne à ce propos une localité, la Tuilerie, que nous n'avons point trouvée sur nos cartes, quoique très-complètes et très-détaillées; peut-être s'agit-il du château de la Pailterie, entre Parigné et Pontlieue; nous en avons à tout hasard indiqué l'emplacement sur notre petite carte.

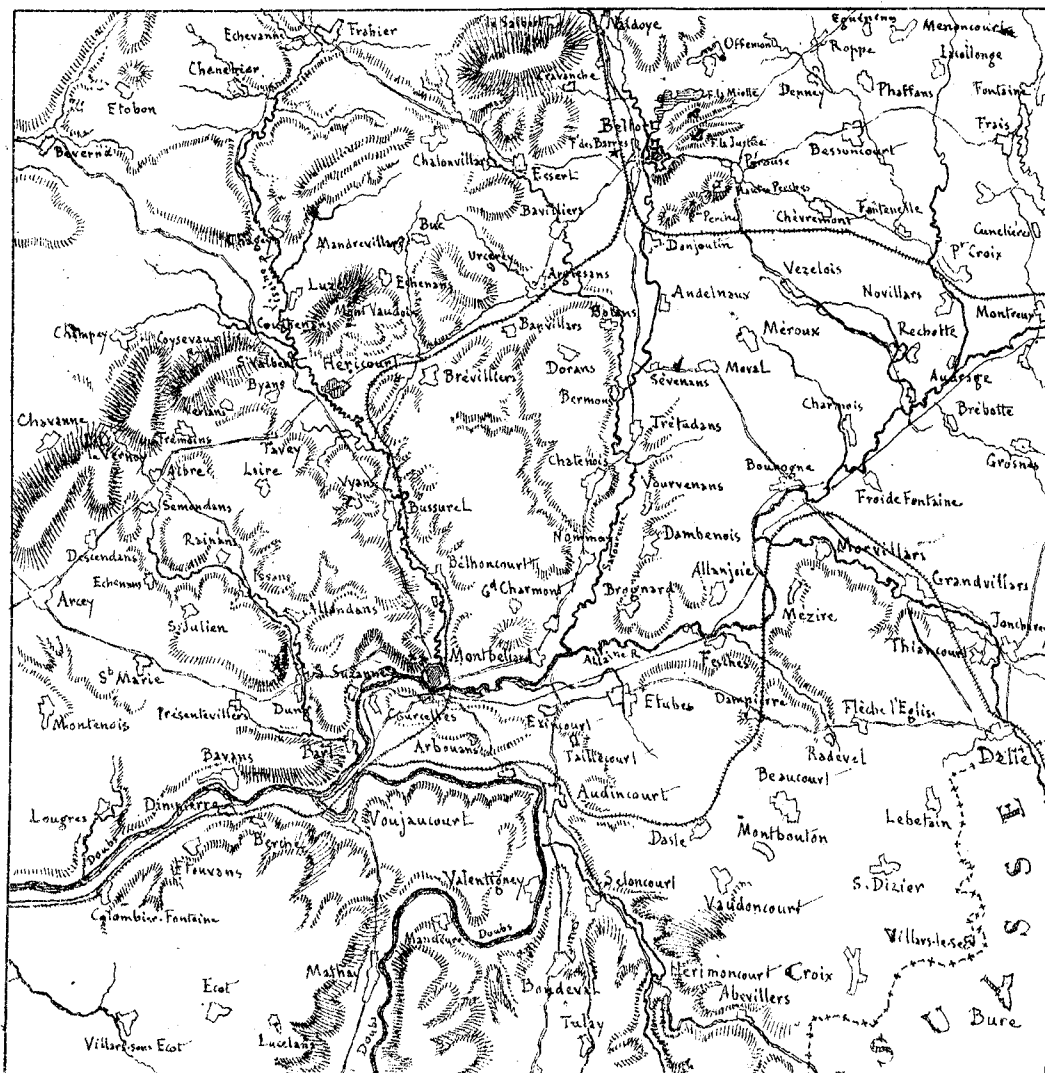


Le malheureux résultat de la journée du 11 ne permettait pas au général Chanzy de continuer la lutte, et il dut entreprendre une retraite, qui sur quelques points dégénéra en déroute, à en juger par le matériel de guerre et le nombre des prisonniers dont l'ennemi parvint à s'emparer dans la poursuite. Le général Chanzy s'est plaint dans son rapport de l'attitude de quelques-uns de ses soldats. Ce reproche nous paraît injuste. Les forces dont il disposait comprenaient quatre corps d'armées: le 16^e, le 17^e, le 19^e, et le 21^e, sous les ordres de Jauréguibéry, Colomb, Barral et Jaurès, et du corps de cavalerie du général Michel; le total devait s'élever à 130,000 ou 150,000 hommes. L'ennemi ne comptait non plus que quatre corps d'armées; 3^e, 9^e, 10^e et 13^e, soutenus peut-être par une division de landwehr de la garde. Le 1^{er} corps bavarois était retourné à Paris. Il y avait donc égalité de forces; mais on doit comprendre que cette égalité même constituait pour nous une infériorité. Quatre jours d'une retraite pénible et de combats livrés en reculant sans cesse, devaient avoir sensiblement éprouvé, au moral et au physique, des troupes qui, par leur nature même, étaient peu propres à supporter de semblables fatigues. De vieilles troupes se seraient elles-mêmes ressenties de ces conditions désavantageuses. Il n'était donc pas prudent, ce nous semble, d'accepter le combat et de demander à cette jeune armée des efforts que l'on aurait pu obtenir avec peine d'hommes rompus à toutes les fatigues et à toutes les exigences d'une campagne aussi difficile.

Telle est, à notre avis, la cause immédiate de ce désastre, mais dont les causes premières remontent, comme nous l'avons dit, à des conditions stratégiques défavorables.

Montbéliard et Belfort.

La 2^e carte que nous publions est d'un intérêt plus grand encore. Elle se rapporte aux importantes actions militaires dont le siège de Belfort est l'objectif. Nous avons réuni sur cette carte tous les lieux qui ont été mentionnés dans les engagements livrés du 13 au 18. En haut se trouve Belfort avec l'emplacement de ses forts détachés, de manière à compléter le plan que nous avons donné dans notre 6^e numéro. En avant s'étendent les lignes de la Lisaine, de Montbéliard à Frahier, derrière laquelle l'armée allemande s'était retranchée. Au dessous se déroule le cours tortueux du Doubs, qui couvrait l'aile gauche de Werder, et en arrière la Savoureuse et l'Allaine, dernier appui de l'ennemi. On peut, à la simple inspection, se rendre compte des difficultés dont nous avions à triompher. Tout ce sol est violemment tourmenté, hérissé de montagnes et profondément creusé de défilés, de ravins et de vallons tortueux. De nombreux villages semés le long des routes et des rivières, présentent autant d'obstacles et d'appuis à la résistance de l'ennemi. L'attaque de Bourbaki s'est opérée sur trois points différents; au centre contre Montbéliard, Belfort, Busserel et Héricourt; à la gauche, pour tourner le cours de la Lisaine, par Chénobier et Frahier, et atteindre les fortes positions du mont Salbert, occupées par les assiégeants; à la droite, d'autres corps, particulièrement des francs-tireurs, essayaient une diversion à Voujaucourt, Audincourt et Sélencourt, et parvenaient jusqu'à Croix, à Monboulton et à Beaucourt, mais sans atteindre Morvillars ni Grandvillars, que les Allemands avaient, paraît-il, armés d'une puissante artillerie. Jusqu'à présent, ces efforts sont demeurés infructueux; peut-être même que l'approche de Manteuffel nous forcera-t-elle à y renoncer entièrement pour parer à des dangers plus pressants.



CARTE DES ENVIRONS DE MONTBELIARD ET DE BELFORT.